



Samedi, 22 heures 30, complexe sportif de Moulay Rachid à La Maâmora. Le président de la Commission administrative nationale de l'USFP, Habib El Malki annonce la fin de la session après plus 8 heures de travaux au cours desquels les membres ont débattu de plusieurs thèmes concernant notamment les questions organisationnelles, les préparatifs pour les prochaines échéances électorales et le budget du parti pour l'année 2015.

Préalablement, Habib El Malki avait précisé dans son allocution que la réalité actuelle exige de tous les Ittihadis de se poser avec clarté, «transparence et responsabilité la question d'être ou de ne pas être. »

Au début de cette session, le Premier secrétaire du parti, Driss Lachguar, avait présenté le rapport du Bureau politique axé essentiellement sur le bilan de la direction depuis son élection il y a deux ans et le complot ourdi contre le parti pour l'affaiblir. Concernant le premier point, il a affirmé que le parti de la Rose «a connu ces deux dernières années une dynamique organisationnelle et politique, impulsée par les militants en harmonie avec notre projet de reprise en main du parti. L'USFP qui a traversé plusieurs années d'inertie et de confusion, vit depuis le IXème Congrès une vraie résurgence, un retour en force sur la scène politique, que ce soit au sein du Parlement avec ses deux Chambres ou à travers son action citoyenne ou encore à travers les rencontres culturelles et les événements internationaux. Ceci a redonné aux Usfpéistes confiance en eux-mêmes, en leur parti et en leur projet de société après des années de désespoir et de frustration».

Au niveau organisationnel, le Premier secrétaire a rappelé que le parti a tenu sept sessions de sa Commission administrative, deux sessions de son Conseil national, 40 Congrès provinciaux, 32 évènements culturels et de formation au niveau central, 8 Congrès sectoriels, le Congrès de la Chabiba ittihadia et de l'Organisation socialiste des femmes ittihadies, et plus de 67 Conseils provinciaux. Le parti a également organisé deux Journées de la Fidélité. La première en 2013 devant la prison secrète de Derb Moulay Chérif à Casablanca et la deuxième à Meknès en 2014. En outre, le Premier secrétaire du parti a rappelé «la manifestation historique organisée le 5 octobre 2013 à Rabat et à laquelle ont pris part plus de 20.000 militants, sympathisants et citoyens».

Au niveau politique, la direction du parti a «œuvré au renforcement du discours de l'opposition dans un contexte marqué par le règne du discours des Frères musulmans dans le monde arabe. Nous avons analysé ce discours et déconstruit ses mécanismes» pour faire front contre ce projet.

Elle a mené également des luttes contre les orientations du gouvernement sur tous les fronts : politique, économique, social et culturel. «Nous avons mis à nu la faiblesse et la confusion qui ont marqué son action et son incompétence», a-t-il affirmé.

Dans ce sens, il a rappelé l'ouverture de la direction sur les centrales syndicales et la constitution d'une alliance stratégique avec le Parti de l'Istiqlal. Laquelle alliance a changé les rapports de force politiques au Maroc. La direction de l'USFP a oeuvré également au renforcement de la coordination entre les différents groupes parlementaires pour contrer les orientations antipopulaires du gouvernement.

Sur la scène internationale, Driss Lachguar a souligné que l'USFP «occupe des positions de

Écrit par Administrator

Lundi, 29 Décembre 2014 11:05 -

---

responsabilité dans nombre d'organisations internationales et régionales. En effet, en plus de notre appartenance à la présidence du Conseil de l'Internationale socialiste et de notre présidence de l'Organisation des femmes socialistes, nous avons obtenu la confiance des autres partis de l'Internationale socialiste pour la présidence du Comité de la migration de cette organisation et l'intégration du Comité d'éthique». Et d'ajouter : «Nous avons également intégré le Conseil international de l'Alliance progressiste et sommes dans la direction de son Comité et nous faisons partie du Comité de coordination du Forum des sociaux-démocrates arabes. Enfin, nous sommes devenus membre du Comité de surveillance de la l'IUSY (l'Union internationale de la jeunesse socialiste) et du secrétariat général de l'Union de la jeunesse socialiste arabe».

Le Premier secrétaire a également évoqué «les difficultés artificielles et les problèmes fabriqués de toute pièce que nous avons essayé de traiter avec beaucoup de latitude et de sang-froid». Il a affirmé que l'USFP est victime d'un plan visant à le débiliter en vue de servir un agenda politique dont le parti majoritaire fait partie. «Nous n'allons pas réexpliquer notre position vis-à-vis du gouvernement conservateur actuel, et notamment ce que nous avons amplement exposé lors de la présentation du bilan gouvernemental et le débat sur le projet de loi de Finances 2015. Nous avons alors rappelé au chef du gouvernement et à ses ministres qu'ils n'ont pris aucune mesure capable de réduire les inégalités sociales ou dans le sens de la redistribution des richesses. A l'inverse, ce gouvernement n'a fait qu'augmenter le coût de la vie et aggraver les difficultés des classes les plus défavorisées et des classes moyennes qui paient le coût du suivisme gouvernemental vis-à-vis des institutions financières internationales». Et de marteler qu'«il s'agit d'un gouvernement conservateur menant une politique de droite, capitaliste, ultralibérale, antisociale et anti-syndicats, contribuant d'une part à un appauvrissement généralisé de la population subissant en silence les coups portés au pouvoir d'achat, et se rachetant d'autre part, un salut vis-à-vis des lobbies qui ont bénéficié pendant des décennies de l'économie de rente, prouvant ainsi à ces mêmes lobbies que le gouvernement protégera leurs intérêts».

Tout cela explique, selon le Premier secrétaire de l'USFP, pourquoi le gouvernement se refuse encore à mettre en œuvre la nouvelle Constitution, sans parler de l'absence d'interprétation démocratique et participative des dispositions de celle-ci. Car le parti au pouvoir n'a jamais été un parti démocratique et n'a jamais milité pour les réformes constitutionnelles. Le PJD est arrivé au pouvoir grâce à la vague islamiste qui a pu bénéficier de la pression de puissances régionales et internationales.

Après la présentation du rapport du Bureau politique, une centaine de membres ont discuté ce rapport dans un débat marqué «par le sérieux», selon le président de la Commission administrative. Plusieurs intervenants ont, à cet égard, salué le rapport historique du Bureau politique, parce qu'il a évité d'utiliser la langue de bois.

Par ailleurs, le Premier secrétaire de l'USFP a fixé le mois de janvier prochain pour organiser les congrès dans les provinces qui ne les ont pas encore tenus. Il les a sommés de communiquer au Bureau politique une date précise durant la première semaine de janvier. Passé ce délai, le Bureau politique se substituera aux instances partisans provinciales au cas où celles-ci n'auraient pas fixé de dates à leurs assises. Le Bureau politique constituera également une commission préparatoire au niveau de ces provinces pour la tenue de celles-ci.

Par ailleurs, Driss Lachguar a exhorté les instances à tenir leurs conseils provinciaux en vue de débattre des préparatifs pour les prochaines élections (inscription sur les listes électorales,

Écrit par Administrator

Lundi, 29 Décembre 2014 11:05 -

---

découpage...), ajoutant que le Bureau politique s'engagera à ce que les décisions concernant les accréditations des candidats aux élections soient prises localement à 90 % voire à 100 %. «Nous voulons réduire l'intervention du Bureau politique à ce niveau», a-t-il souligné.

A l'issue de ce débat, la Commission administrative a approuvé à l'unanimité une résolution organisationnelle.

A rappeler que des exposés ont été présentés lors de cette session sur les médias et la communication du parti, et sur la procédure et la qualification des candidatures et sur le budget de 2015.

Concernant ce dernier point, Mohamed Mouhib, membre du Bureau politique, a remis les pendules à l'heure concernant les remarques de la Cour des comptes afférents aux comptes des partis politiques. Il a expliqué que les remarques concernant l'USFP ne concernent que 7 % de son bilan. Pourtant, ces remarques ne signifient pas qu'il y ait des irrégularités dans la comptabilité du parti. A titre d'exemple, il a cité la cotisation du parti à l'Internationale socialiste dont le parti dispose du document de virement qu'il a libellé au nom de l'IS, mais que la Cour des comptes n'a pas pris compte de ces documents.

Après quoi, les membres de la Commission administrative ont approuvé le budget du parti de la Rose pour l'année 2015.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)